



Agence Nationale
pour la Rénovation
Urbaine

69 bis, rue de Vaugirard
75006 Paris
Tél : 01 53 63 55 00
Fax : 01 45 44 95 16
www.anru.fr

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Prestations de support, maintenance
corrective, adaptative et évolutive du
système d'informations IODA

Référence du marché : 2025 26



SOMMAIRE

1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
2	CONDUITE DES PRESTATIONS – INTERLOCUTEURS	4
2.1	REPRESENTANTS DE L'ANRU	4
2.2	INTERVENANTS DU TITULAIRE	4
2.3	CONDUITE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS PAR LE TITULAIRE	5
2.4	CHANGEMENT D'INTERVENANTS	5
3	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
3.1	QUALITE DE SERVICE ET CONTROLE DES PRESTATIONS CONTINUES	5
3.2	COMMUNICATION	5
3.3	OBLIGATION D'INFORMATION	6
3.4	INFORMATIONS FOURNIES PAR LA PERSONNE PUBLIQUE	6
3.5	OUTILS	6
3.6	LIEU D'EXECUTION DE LA PRESTATION	6
3.7	REGLEMENT INTERIEUR	6
4	SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION	6
5	DELAIS D'EXECUTION, MODALITES DE DECLenchement DES PRESTATIONS	7
5.1	MODIFICATION DES DELAIS D'EXECUTION	8
6	EMISSION DES BONS DE COMMANDE	8
7	VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	9
7.1	OPERATIONS DE RECEPTION DES EVOLUTIONS MAJEURES	9
7.2	OPERATION DE VERIFICATION DES AUTRES PRESTATIONS	9
7.3	DECISION APRES VERIFICATION	9
8	PENALITES	9
8.1	PENALITES POUR NON-RESPECT DES DELAIS PREVUS AU CCTP	9
8.2	PENALITES POUR REGRESSION CONSTATEE A LA SUITE D'UNE LIVRAISON DE MAINTENANCE CORRECTIVE DU SI IODA (ES327)	9
8.3	PENALITES DE RETARD	9
8.4	AUTRES PENALITES	10
8.5	PLAFONNEMENT DES PENALITES	10
8.6	PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	10
9	PRIX DU MARCHÉ	10
9.1	CONTENU DES PRIX	10
9.2	NATURE ET FORME DES PRIX	10
10	CLAUSe DE REEXAMEN	10
11	MODALITES DE REGLEMENT	11
11.1	ÉCHEANCIER DES PAIEMENTS	11
11.1.1	Part forfaitaire	11
11.1.2	Part à bons de commande – évolutions majeures	11
11.1.3	Part à bons de commandes – autres prestations	11
11.2	ÉTABLISSEMENT DES FACTURES	11
11.3	MODALITES DE PAIEMENT – DELAI DE PAIEMENT	11



Agence Nationale
pour la Rénovation
Urbaine

12	AVANCE	12
13	NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES	12
14	ASSURANCES	12
15	SOUS-TRAITANCE	12
16	RESPONSABILITE, DEVOIR DE CONSEIL	13
17	CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL	13
18	REGIME DES RESULTATS	14
19	PROPRIETE INTELLECTUELLE	14
19.1	PORTEE DE LA CESSION	14
19.2	GARANTIE	15
19.3	REMUNERATION	15
19.4	RESPECT DU DROIT MORAL	15
20	APPLICATION DE L'ARTICLE D.8222-5 OU D.8222-7 ET D.8222-8 DU CODE DU TRAVAIL	16
21	DIFFERENDS ET LITIGES	17
22	RESILIATION	17
23	ARTICLE 23 : DEROGATIONS AU CCAG	17

1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de support, maintenance corrective, adaptative et évolutive du système d'information IODA.

2 Conduite des prestations – interlocuteurs

2.1 Représentants de l'Anru

La personne responsable de l'accord-cadre est la Directrice Générale de l'ANRU.

L'interlocuteur privilégié du titulaire est le Directeur de Projet de l'ANRU. Il sera en charge du pilotage de l'accord-cadre, du suivi de l'exécution des prestations, de la validation et la réception des prestations réalisées. Il vérifie que les prestations sont réalisées conformément aux stipulations de l'accord-cadre et évalue la qualité de la prestation.

Le titulaire est tenu informé des éventuels changements d'interlocuteur privilégié.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'ANRU en cours d'exécution du marché. Le nom de ces personnes sera communiqué au titulaire par l'ANRU en cours d'exécution.

2.2 Intervenants du titulaire

Membre de l'équipe de direction

Le titulaire désigne un membre de l'équipe de direction interlocuteur de l'ANRU pour lui permettre d'escalader les difficultés potentielles du projet, notamment la garantie de la mobilisation suffisante des ressources, la pérennité de l'équipe indispensable pour assurer la bonne exécution des prestations.

Chef de projet

Le chef de projet est la personne désignée comme telle dans l'offre du titulaire. Il est présenté au plus tard à l'ANRU lors de la réunion de lancement.

Le chef de projet désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'ANRU et notamment pour toutes les questions techniques et contractuelles relatives à l'exécution des prestations spécifiées dans le CCTP ou prescrites par bon de commande.

Le chef de projet :

- Dispose, au sein de l'entité du titulaire, des moyens suffisants pour permettre une exécution fluide des prestations (délégation, niveau de validation, positionnement hiérarchique avec les équipes dédiées à la réalisation des prestations, etc.).
- Dispose des qualification et expérience suffisantes pour réaliser les prestations. Outre les qualifications informatiques attendues, le chef de projet présente des compétences et expérience pour assurer la conduite de l'ensemble des prestations décrites au C.C.T.P., sur les plans opérationnels et contractuels.

Si le titulaire de l'accord-cadre est un groupement d'entreprises, le chef de projet est le destinataire des informations et notifications transmises par l'ANRU. Le chef du projet répercute auprès de ses co-traitants lesdites informations et notifications.

Principaux intervenants

Les intervenants du titulaire sont ceux proposés lors de la remise de son offre. L'équipe complète, y compris le chef de projet, devra être présentée au plus tard lors de la réunion de lancement.

Ces intervenants effectueront personnellement les prestations prévues dans l'accord-cadre. En cas de défaillance d'un des intervenants choisis, le titulaire soumet à l'agrément de l'ANRU un nouvel intervenant ayant des qualifications et des compétences similaires à celui précédemment sélectionné.

2.3 Conduite de l'exécution des prestations par le titulaire

Sauf cas de force majeure, le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations l'équipe présentée dans son offre technique et financière. Le titulaire confirme à l'ANRU, lors de la réunion de lancement du marché, la composition de son équipe. Il communique les noms et coordonnées de la personne et de son suppléant qu'il désigne comme interlocuteurs de l'ANRU.

2.4 Changement d'intervenants

En raison de la nature même des prestations et de la nécessaire continuité des interlocuteurs de l'ANRU durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit aviser par écrit et immédiatement l'ANRU des changements affectant son équipe.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise. À ce titre, obligation est faite au titulaire de présenter un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à l'ANRU, dans un délai maximum de huit (8) jours calendaires à compter de l'avis indiqué ci-dessus. Le remplaçant proposé par le titulaire doit présenter des compétences similaires à celles de la personne remplacée.

Si l'ANRU récusé le remplaçant désigné, le titulaire dispose de huit (8) jours calendaires pour proposer un remplaçant. Par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G., le remplaçant est considéré comme accepté si l'ANRU ne le récusé pas dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la communication indiquée ci-dessus.

Si les remplaçants proposés par le titulaire ne sont pas acceptés par l'ANRU (à compter de 2 remplaçants non acceptés par l'ANRU), cette dernière peut mettre un terme anticipé au présent accord-cadre avec un préavis de trois mois. Le cas échéant, les prestations en cours d'exécution sont payées au titulaire au prorata et aucune indemnité complémentaire n'est due au titulaire.

Il est précisé que quel que soit le motif du remplacement, les frais afférents à la prise de connaissance du projet par le remplaçant désigné et accepté sont à la charge du titulaire.

Lors de changements d'intervenants, le titulaire demeure tenu par l'ensemble de ses obligations contractuelles, notamment du point de vue de la tenue des délais de réalisation. A ce titre, le titulaire met en place toute mesure temporaire utile.

3 Modalités d'exécution des prestations

3.1 Qualité de service et contrôle des prestations continues

Le titulaire s'engage au respect des engagements de service définis dans le C.C.T.P. et dans son offre. Il s'engage à effectuer ses prestations de façon diligente, efficace et économique, conformément aux techniques et usages de la profession.

Le titulaire accepte la possibilité qu'un audit soit mené sur les prestations du présent marché par tout acteur missionné par l'ANRU.

3.2 Communication

Les parties conviennent que les échanges liés au suivi et à la gestion des prestations objet du marché subséquent ont lieu par courrier électronique.

En ce qui concerne les communications faisant courir des délais (mises en demeure, etc.), ces dernières peuvent être faites par voie dématérialisée (mail avec accusé de transmission).

3.3 Obligation d'information

Le titulaire s'oblige à informer sans délai l'ANRU de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou compromettre l'exécution des prestations dans les délais prescrits et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour qu'un fonctionnement adéquat minimum puisse être assuré.

De plus, le titulaire s'engage à alerter l'ANRU sur les imprécisions ou les incohérences des informations ou consignes de l'ANRU.

3.4 Informations fournies par la personne publique

En plus des documents communiqués à titre d'information, l'ANRU s'engage à remettre au titulaire tout document en sa possession qui serait nécessaire à l'exécution de la prestation.

3.5 Outils

Les livrables, attendus sous forme de documents (dossier, étude, compte-rendu...), fournis par le titulaire sont produits en respectant les normes et standards de l'ANRU tels que Word, Excel, Visio, Powerpoint, Project, etc.

3.6 Lieu d'exécution de la prestation

Le prestataire assure, pour les activités nécessitant une forte proximité des équipes ANRU / Titulaire, la réalisation des prestations dans les locaux de l'ANRU.

Le titulaire indique dans son mémoire technique la localisation des équipes en fonctions des activités / prestations concernées.

Le titulaire doit se conformer aux dispositions applicables sur les sites de l'ANRU, et, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, à charge pour lui de les communiquer à son personnel. Il est également soumis à la charte informatique de l'ANRU.

Le titulaire s'engage à être présent – à la demande de l'ANRU - à l'ensemble des réunions. S'il ne peut être présent à une réunion, il communiquera à l'ANRU 48 heures avant la tenue de ladite réunion les raisons de cette indisponibilité.

3.7 Règlement intérieur

Lors de ses interventions sur le site de l'ANRU, le titulaire doit se conformer aux dispositions applicables sur ces sites et notamment à celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, à charge pour lui de les communiquer à son personnel. Il est également soumis à la charte informatique de l'ANRU.

4 Sécurité des systèmes d'information

Les prestataires externes prennent en charge la mise en œuvre et l'exploitation des moyens informatiques : les études, le développement, l'intégration, le déploiement, l'exploitation des traitements, la maintenance, l'ingénierie et la gestion de l'infrastructure réseau et système, l'assistance et le conseil aux utilisateurs. Chaque prestataire est responsable de la prise en compte des fonctions de sécurité sur son domaine de responsabilité permettant de satisfaire les exigences des Directions métiers et les directives de la PSSI et de ses règles d'application.

Dans ce cadre, les prestataires s'assurent du respect des standards techniques définis par l'Agence et une veille technologique sécuritaire en particulier pour ce qui concerne les types de menaces et les types d'impacts des vulnérabilités dans le cadre de la conception, l'implémentation, l'intégration, le développement ou la configuration des solutions mises à disposition.

Contractuellement, ils sont tout particulièrement responsables :

- De veiller à l'application des principes, règles et directives édictées au niveau général de l'ANRU en matière de sécurité des Systèmes d'Information,
- De définir le niveau minimum de sécurité standard offert pour protéger les systèmes, applications et informations, et les axes de solutions de sécurité renforcée applicables en cas d'exigences particulières des Directions métiers,
- De décliner ces principes et règles aux contextes techniques particuliers des environnements sous leur responsabilité,
- De fournir conformément aux standards de sécurité techniques, un environnement sécurisé pour le traitement des informations de l'ANRU,
- D'évaluer au moyen de procédures de contrôle à niveaux multiples, le niveau de sécurité du socle technique dont ils ont la charge,
- De former et de sensibiliser à la sécurité l'ensemble du leur personnel et d'en fournir la preuve à l'Agence,
- De communiquer, d'une manière générale, autour de toutes les actions susceptibles de renforcer la sécurité des SI qui supportent les activités de leur métier,
- De répondre aux exigences de sécurité émises par les Directions métiers de l'Agence dans chaque projet d'évolution ou de développement des SI, de leur déclinaison opérationnelle à tous les niveaux de développement des projets, de l'exploitation et de la maintenance en fonctionnement opérationnel des systèmes applicatifs et de sécurité,
- De s'assurer de l'insertion des exigences de sécurité dans les contrats de service avec les prestataires ou partenaires techniques ou par la formalisation de contrats spécifiques à la sécurité,
- D'assurer une synthèse régulière au RSSI de l'ANRU concernant leur niveau de risque technique spécifique. Cette synthèse sera intégrée au tableau de bord « cybersécurité » de l'Agence.

5 Délais d'exécution, modalités de déclenchement des prestations

5.1. Démarrage des prestations

Les dates de démarrage des prestations sont mentionnées ci-dessous. Si, notamment pour des raisons opérationnelles, ces dates nécessitent des ajustements, l'ANRU peut les modifier par ordre de service.

Première période de l'accord-cadre

La notification du marché vaut ordre de démarrage des prestations correspondant à la prestation 1 dite d'« **initialisation** ».

Les prestations se rapportant à la phase 2 dite « **plan de réversibilité ou de transférabilité** » démarrent à compter du début du troisième mois suivant la date d'exécution de l'accord-cadre.

La réalisation des prestations se rapportant à 3.2 dite de « **maintenance corrective** » démarre à compter du début du troisième mois suivant la date de notification de l'accord-cadre.

Les prestations se rapportant à la phase 3.3 dite « **pilotage général** » démarrent au jour de la notification de l'accord-cadre.

Périodes de reconduction

La réalisation des prestations 3.2 et 3.3 démarrent le jour de la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

Bons de commande

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG TIC, le délai ouvert au titulaire pour notifier au signataire du bon de commande les observations que celui-ci appelle de sa part est fixé à 5 jours à compter de sa date de notification.

Sauf mention contraire, la notification des bons de commande vaut ordre de service de démarrage des prestations afférentes.

5.2. Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont mentionnés au C.C.T.P. Pour les prestations mentionnées au C.C.T.P. et non assorties de délais d'exécution, les délais peuvent être précisés par ordre de service ou par simple mail.

En ce qui concerne les délais d'exécution des bons de commandes, les délais d'exécution sont précisés dans les bons de commande. A défaut, ils peuvent être précisés par ordre de service ou par simple mail.

Outre les délais mentionnés ci-dessus, le titulaire se conforme aux échéances mentionnées dans les différents comptes-rendus qui lui seront adressés en cours d'exécution de l'accord-cadre.

5.1 Modification des délais d'exécution

Les délais d'exécution peuvent être modifiés dans les conditions fixées à l'article 13 du C.C.A.G. Toute modification des délais de réalisation des prestations et/ou de transmission des livrables peut être effectué par simple mail.

6 Emission des bons de commande

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande selon les modalités suivantes :

Les bons de commande, émis sur le fondement de l'accord-cadre, sont notifiés au titulaire par l'ANRU, pendant la durée de validité contractuelle dudit accord-cadre.

L'ANRU sollicite le titulaire par l'envoi d'une demande de devis explicitant son besoin. Le titulaire s'engage, dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande, à confirmer la prise en charge de la demande, en envoyant son devis, et l'absence d'empêchement.

L'ANRU émet un bon de commande sur la base du devis transmis par le titulaire. Ce bon de commande fait apparaître :

- Les références de l'accord-cadre et du bon de commande ;
- L'intitulé des prestations et leur montant ;
- Les délais d'exécution.

La durée d'exécution maximale d'un bon de commande est fixée à 6 mois.

S'agissant de la durée de validité des bons de commande :

- Les bons de commande peuvent être passés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.
- La durée d'exécution des bons de commande ne peut en tout état de cause, excéder de six mois la fin de la durée de validité du présent accord-cadre.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que seuls les bons de commande établis sur informatique par l'ANRU engagent l'Agence.

7 Vérification et admission des prestations

7.1 Opérations de réception des évolutions majeures

Sont ici visées les évolutions majeures telles que définies à l'article 3.4.3.2 du C.C.T.P. La qualification d'évolution majeure est à la discrétion de l'ANRU. La vérification qualitative des prestations pour ces évolutions majeures fait l'objet d'une vérification d'aptitude (VA) et de service régulier (VSR) telles que définies au C.C.T.P. et C.C.A.G.

Par dérogation au C.C.A.G., l'ANRU dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux opérations de VA et VSR.

7.2 Opération de vérification des autres prestations

Les prestations qui ne sont pas des évolutions majeures font l'objet de vérifications simples (pas de vérification d'aptitude et de service régulier) définies par le C.C.T.P. et les règles de l'art.

7.3 Décision après vérification

A la suite des opérations de vérification, l'ANRU prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions fixées au C.C.A.G.

La décision d'admission peut prendre la forme d'un simple mail en ce sens.

En cas de décision d'ajournement, le titulaire est tenu de présenter les prestations mises à jour dans le délai de 15 jours à compter de la notification de ladite décision.

8 Pénalités

Le présent article déroge à l'article 14 du C.C.A.G.

8.1 Pénalités pour non-respect des délais prévus au CCTP

En cas de non-respect des délais indiqués à l'article 3.3.2.3 du CCTP, le titulaire encourt une pénalité de :

- Pour ES321 (anomalie bloquante) : 100 € par heure de retard
- Pour ES322 (anomalie bloquante) : 200 € par jour ouvré de retard
- Pour ES323 (indisponibilité du SI) : 200 € par heure de retard
- Pour ES324 (anomalie majeure) : 50 € par jour ouvré de retard
- Pour ES325 (anomalie majeure) : 100 € par jour ouvré de retard

8.2 Pénalités pour régression constatée à la suite d'une livraison de maintenance corrective du SI IODA (ES327)

La stabilité de l'outil, son amélioration continue générée par la prestation de maintenance corrective sont des conditions essentielles qu'il convient de préserver.

Le titulaire encourt une pénalité de 500€ par régression constatée sur l'environnement de production consécutivement à l'installation d'une maintenance corrective.

8.3 Pénalités de retard

Par dérogation au C.C.A.G., le titulaire encourt une pénalité équivalente à 1/500^{ème} du montant de la part forfaitaire ou du bon de commande afférent par jour de retard.

En cas d'absence de transmission d'un compte rendu de réunion sous 5 jours suivant la date de la réunion, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €.

En cas d'absence non justifiée à une réunion, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €.

8.5 Plafonnement des pénalités

Les pénalités sont plafonnées :

- A 10 % du montant forfaitaire annuel pour les pénalités dont l'assiette est le forfait de rémunération ;
- A 10 % du montant du bon de commande pour les pénalités dont l'assiette est le montant d'un bon de commande.

Lorsque le plafond de pénalité est atteint, le marché peut être résilié pour faute et aux frais et risques du titulaire.

8.6 Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail pour travail dissimulé.

9 Prix du marché

9.1 Contenu des prix

En complément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G., les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais afférents aux prestations : équipements matériels et logiciels requis pour l'exécution des prestations hormis ceux mis à disposition par l'ANRU ainsi que la cession des droits de propriété au présent accord-cadre.

Les frais afférents aux déplacements et séjours des personnels sur les sites de l'ANRU sont compris dans les prix du titulaire.

9.2 Nature et forme des prix

L'accord-cadre comprend une part forfaitaire (D.P.G.F.) et une part à bons de commande (B.P.U.). L'ANRU peut émettre des bons de commande sur la base de devis transmis par le titulaire pour des prestations non comprises au B.P.U. et entrant dans le périmètre opérationnel de l'accord-cadre.

Tous les prix du marché sont définitifs, ils ne sont ni actualisés, ni révisés pendant toute la durée de l'accord-cadre, périodes de reconductions incluses.

Les bons de commande valent forfait pour les prestations commandées. Si le Titulaire identifierait des prestations complémentaires pour réaliser l'objet d'un bon de commande sans que le besoin de l'ANRU n'ait évolué, alors il fera son affaire des coûts additionnels engendrés.

10 Clause de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique et à l'article 27 du CCAG-TIC, le présent accord-cadre peut faire l'objet d'un réexamen de ses conditions dans les cas suivants :

- De substitution du titulaire par un nouveau (à la suite d'une fusion-absorption, par exemple) ;
- D'évolution technique, c'est-à-dire de changement de gamme de modèle ou de composants dans l'offre technique du titulaire ;
- Le remplacement de l'outil Sharepoint dans les fonctionnalités de gestion des tiers, des utilisateurs et dans la brique contractualisation, suite à l'analyse de la faisabilité de l'opération.

11 Modalités de règlement

11.1 Échéancier des paiements

11.1.1 Part forfaitaire

Le titulaire adresse une facture trimestrielle au prorata de l'avancement de prestations.

11.1.2 Part à bons de commande – évolutions majeures

Le titulaire adresse ses factures selon l'échéancier suivant :

- Jusqu'à 50 % du montant du bon de commande : facturation mensuelle au prorata des prestations effectuées ;
- A l'issue de la VA (admission) : 30 % du montant du bon de commande ;
- A l'issue de la VSR (admission) : 20 % du montant du bon de commande.

11.1.3 Part à bons de commandes – autres prestations

Le titulaire adresse une facture trimestrielle par bon de commande au prorata de l'avancement des prestations. Toutefois, la facturation du solde peut intervenir dès l'admission des prestations.

11.2 Établissement des factures

Outre les mentions légales, les factures du titulaire font apparaître la référence au présent accord-cadre et, le cas échéant, la référence du bon de commande concerné.

Les demandes de paiement sont adressées à l'ANRU via le portail ChorusPro : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

A défaut des mentions permettant leur identification et accompagnées des justificatifs demandés dans le présent contrat ainsi que dans le cas où les demandes de paiement ne comporteraient pas les mentions obligatoires ci-dessus, les factures seront rejetées et le délai de paiement sera suspendu dans les conditions fixées à l'article 4 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Les factures ne seront réglées qu'après contrôle de conformité par l'ANRU des prestations effectuées selon la règle du service fait.

11.3 Modalités de paiement – délai de paiement

Les paiements dus au titulaire dans le cadre du présent contrat sont effectués conformément aux règles de la comptabilité publique.

La personne assignataire des paiements est la Directrice Générale de l'ANRU.

Les paiements sont effectués par virement sur le compte dont le titulaire a transmis les coordonnées au stade de l'attribution de l'accord-cadre. Le changement de coordonnées bancaires ne nécessite pas la passation d'avenant.

L'ANRU s'acquittera des sommes dues au titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement conforme à la réglementation et aux exigences de l'accord-cadre. Tout retard dans le paiement entraîne :

- La mise en œuvre d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en

vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

- Le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €.

12 Avance

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du Code de la commande publique, le titulaire peut recevoir une avance, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est calculé comme suit :

- 5 % du montant forfaitaire TTC de la période concernée ;
- 5 % du montant TTC du bon de commande pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Les taux mentionnés ci-dessus peuvent être majorés dans les cas prévus à l'article R2191-7 du code de la commande publique.

Le remboursement des avances versées au titulaire s'effectue conformément aux dispositions de l'article R. 2191-11 du code de la commande publique.

13 Nantissement ou cession de créances

Le présent accord-cadre peut faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement des créances dans les conditions fixées aux articles R2191-45 et suivants du code de la commande publique.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement est transmis à la Directrice Générale de l'ANRU, 159 avenue Jean Lolive 93500 PANTIN.

Les demandes de renseignements sont adressées à : Madame la Directrice Générale de l'ANRU, 159 avenue Jean Lolive 93500 PANTIN.

14 Assurances

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC.

15 Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations du présent accord-cadre dans les conditions fixées aux articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Seront transmis sur demande de l'ANRU tous documents nécessaires à l'appréciation des capacités techniques, juridiques, administratives et financières du ou des sous-traitants proposés permettant une juste appréciation de l'offre.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire doit adresser à l'ANRU, par courrier recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

- Un acte spécial ou déclaration de sous-traitance mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel ou maximum des sommes à payer directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics, daté et signé par le Titulaire et le sous-traitant ; Les demandes d'agrément des sous-traitants pourront être faites en utilisant le formulaire modèle DC4 « déclaration de sous-traitance » (dernière version en vigueur) ou équivalent, téléchargeable en suivant le lien : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;

Dans tous les cas, la demande de sous-traitance devra être accompagnée des CV des intervenants du/des sous-traitants. Par ailleurs, pourront être transmis ou demandés par l'ANRU tous documents nécessaires à l'appréciation des capacités techniques, juridiques, administratives et financières du/des sous-traitants proposés permettant une appréciation de leurs capacités.

- Les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Les obligations qui incombent au Titulaire dans le cadre de l'accord-cadre et du bon de commande s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le Titulaire s'engage à les leur communiquer. Lorsque le montant de la sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC, le sous-traitant est payé directement par l'ANRU.

En cas de sous-traitance, le Titulaire se conformera aux exigences du code de la commande publique et aux stipulations de l'article 3.6 du CCAG TIC. Il lui est rappelé que la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

En cas de sous-traitance, le Titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'exécution des prestations sous-traitées. Les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Titulaire.

Il appartient au titulaire de transmettre les demandes de paiement de ses sous-traitant après les avoir validées.

16 Responsabilité, devoir de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation de résultats en ce qui concerne l'exécution matérielle de ses prestations et à une obligation de moyens en ce qui concerne leur contenu intellectuel. Le titulaire est également tenu à une obligation au devoir d'information et de conseil notamment en ce qui concerne le contenu du présent marché.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de l'ANRU différente de celle qu'il aura préconisée.

L'ANRU ne saurait être tenue responsable des bogues présentes dans les outils mis à la disposition du titulaire, et ne prendra donc pas à sa charge d'éventuelles conséquences de ces bogues. Il appartient au titulaire de les contourner.

Pendant le marché, le titulaire doit résoudre les éventuels dysfonctionnements pouvant apparaître du fait du changement de version des outils utilisés.

17 Confidentialité et secret professionnel

Chacune des parties s'engage à conserver et à ne pas divulguer, les informations et documents de quelque nature que ce soit, qu'elle aurait pu recueillir, obtenir ou dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de l'exécution du présent marché concernant l'autre partie.

Plus précisément, en aucun cas les logiciels, les procédures de gestion, ainsi que les documents émis par l'ANRU ou remis au titulaire par l'ANRU ne pourront être cédés, reproduits, divulgués ou publiés par le titulaire, sauf accord préalable et écrit de l'ANRU.

Les deux parties se portent fort du respect du présent engagement du secret par leurs préposés ou toute autre personne dont elles ont la responsabilité.

Cet engagement ne concerne pas les informations et documents que chaque partie aurait pu recueillir, obtenir ou connaître en dehors du cadre du marché et qui auraient été portés à la connaissance du public sans aucune intervention de la partie concernée recueillant l'information.

Le titulaire s'engage par ailleurs à ne pas utiliser la référence à son marché avec l'ANRU à des fins publicitaires sans l'accord écrit préalable de l'ANRU.

Le non-respect de ses engagements par le titulaire expose celui-ci à d'éventuelles condamnations pénales, ainsi qu'à la résiliation du marché conformément à l'article 22 infra.

18 Régime des résultats

Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

19 Propriété intellectuelle

19.1 Portée de la cession

Le Titulaire cède à l'ANRU avec l'ensemble des garanties de droit et de faits associés, à titre exclusif, au fur et à mesure de leur réalisation, l'intégralité des droits patrimoniaux et notamment les droits d'exploitation, de reproduction, d'adaptation, de traduction de l'ensemble des prestations réalisées dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Les parties déclarent expressément que les dispositions du présent article demeureront en vigueur après la cessation de l'accord-cadre, pour quelque cause que ce soit et notamment en cas de rupture dans les conditions prévues à l'article 22 du présent CCAP.

La cession des droits de propriété intellectuelle est effectuée sans limitation géographique pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle, telle que reconnue par les lois présentes ou futures, pour une exploitation directe ou indirecte par l'ANRU sans restriction.

Pour satisfaire aux prescriptions, des articles L.131-3 et L122-6 du code de la propriété intellectuelle, il est précisé que les droits cédés comprennent :

Pour le droit de reproduction :

- Le droit de reproduire ou de faire reproduire tout ou partie des éléments cédés, en l'état ou modifiés, sur tout support, notamment papier, magnétique, numérique, CD-Rom, DVD ou tout autre support informatique ou électronique, connu ou inconnu, actuel ou futur, et ce sans limitation de nombre.

Pour le droit d'adaptation :

- Le droit d'adapter, de faire adapter tout ou partie des éléments cédés, le droit de les corriger, faire évoluer, réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de les maintenir, décompiler, mixer, modifier, assembler, transcrire, arranger, numériser, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, utiliser les algorithmes à toutes fins, les transcrire en tout ou en partie, sous toute forme, modifier, amputer, condenser, étendue, d'un intérêt tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, et ce sur tout support ;
- La traduction ou toute autre modification des éléments cédés, en tout ou partie, en toute langue et la reproduction des éléments cédés.

Pour le droit de représentation :

- Le droit, pour tout ou partie des éléments cédés, en l'état ou modifiés, de diffuser ou faire diffuser, de quelque manière que ce soit, par tout procédé, quel qu'il soit, connu ou inconnu à ce jour, et notamment par tous les réseaux de télécommunications, actuels ou futurs, tel que l'Internet, par tout moyen de télédiffusion, et ce, sur tout support, en tout format, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers ou organisme.

Pour le droit de distribution :

- Le prêt des éléments cédés, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés, par tout procédé et sur tout support, connu ou inconnu à ce jour, et ce, quelle qu'en soit la destination, pour tout public sans limitation.

Pour le droit d'usage :

- Le droit de faire usage et d'exploiter, à titre personnel ou au bénéfice de tiers, à titre gratuit, les éléments cédés, aux fins d'effectuer toute forme de traitement à quelque titre que ce soit.

La présente cession porte sur tous les éléments cédés dans toute version, qu'elle soit achevée ou inachevée. Au terme de cette cession, le Titulaire reconnaît ne plus disposer d'aucun droit sur les éléments cédés ci-dessus visés.

L'ANRU reste par ailleurs seul titulaire des droits sur les documents, les données et les informations et fichiers qui pourraient être communiqués au Titulaire pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

19.2 Garantie

Le Titulaire garantit à l'ANRU être seul titulaire des droits cédés au titre de l'accord-cadre et pouvoir en conséquence les céder sans que l'ANRU ne soit jamais ni recherchée ni inquiétée à cet égard, pour quelque cause et sur quelque fondement juridique que ce soit et pour la durée et l'étendue géographique de la présente cession.

Le Titulaire fait son affaire d'obtenir de toute personne ayant participé à la création des prestations, qu'elle soit ou non son salarié, son fournisseur ou son sous-traitant, la cession des droits de propriété littéraire et artistique précités.

Le Titulaire se porte garant à l'égard de l'ANRU contre toute action en contrefaçon ou plagiat qui pourrait être engagée par tout Titulaire de droit, pour la durée et l'étendue géographique de la présente cession.

Le Titulaire déclare et garantit également à l'ANRU qu'aucun élément des prestations ne saurait porter préjudice à une quelconque personne physique ou morale ou produit et marque que ce soit, notamment au titre du droit des dessins et modèles, du droit des marques, du droit de la concurrence déloyale et parasitaire, du droit des personnes sur leur image, le respect de leur vie privée, de leur honneur ou de leur réputation, et des propriétaires sur leurs biens.

Le Titulaire déclare et garantit également à l'ANRU qu'il a plein pouvoir et qualité pour consentir les droits cédés par les présentes et que d'une part, ces droits ne sont, ni ne seront en aucune manière cédés, grevés, ni d'une façon quelconque dévolus en faveur d'un tiers et, d'autre part, qu'il n'a fait et ne fera, par le fait d'une cession à un tiers ou par tout autre moyen, aucun acte susceptible de compromettre la présente cession de droits, ou susceptible d'empêcher ou de gêner la pleine jouissance par l'ANRU des droits qui lui sont consentis par le présent accord-cadre.

En conséquence le Titulaire déclare et garantit également l'ANRU contre toute revendication, action qui pourrait être exercée à un titre quelconque par un tiers au préjudice de l'ANRU et de l'exercice parfait des droits cédés par le présent accord-cadre.

19.3 Rémunération

Le prix de la présente cession est compris dans les prix de l'accord-cadre.

19.4 Respect du droit moral

L'ANRU s'engage à respecter le droit moral du ou des auteurs des prestations conformément aux articles L121-1 et suivants du Code de Propriété Intellectuelle. En vertu de cet article, le ou les auteurs ont droit au respect de leur nom, de leur qualité et de leur(s) œuvre(s).

Ainsi, l'intégrité et l'esprit de l'œuvre devront être respectés. De la même manière, le nom et la qualité de l'auteur devront être associés aux œuvres utilisées par le Titulaire.

20 Application de l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail

Le titulaire remet à l'Agence, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 (ex R. 324-4) ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (ex R. 324-7) (pour les établissements situés à l'étranger) du code du travail.

Si le candidat est établi ou domicilié en France (application de l'article D.8222-5 du code du travail) :

1. Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
2. Lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger (application des articles D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail) :

1. Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
2. Un document attestant de la régularité de la situation sociale du candidat au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le candidat est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale ;
3. Lorsque l'immatriculation du candidat à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
 - a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
 - b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
 - c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Les documents et attestations énumérés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française. En cas de groupement, ces documents sont à transmettre pour chaque membre du groupement.

21 Différends et litiges

Il est formellement spécifié que, en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourront survenir entre l'ANRU et le titulaire ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentané, des prestations à effectuer.

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les contestations qui pourraient surgir concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché.

Dans tous les cas, le droit applicable est le Droit français.

Les litiges qui pourraient naître entre les parties à l'occasion de ce contrat sont portés devant les Tribunaux de PARIS.

22 Résiliation

La résiliation pourra être prononcée dans les cas et les conditions prévues au chapitre 8 du CCAG-TIC.

Conformément à l'article 54 du CCAG-TIC, l'ANRU pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire dans les cas visés par le CCAG-TIC.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnisation égale à 5% d'une somme équivalente aux montants des bons de commandes émis à la date de la résiliation.

23 Article 23 : Dérogations au CCAG

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG - TIC :

- L'article 2.4 du C.C.A.P. déroge à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.
- L'article 6 déroge aux articles 33 à 34 du C.C.A.G.
- L'article 7 déroge à l'article 14 du C.C.A.G.